

UN COMMERCE PROSPÈRE ET RESPONSABLE POUR LE CANADA

EXPORTATION ET DÉVELOPPEMENT CANADA

**Rapport financier trimestriel
au 30 juin 2020**

Non audité



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Aperçu	2
Sommaire des résultats financiers	6
Déclaration de responsabilité de la direction	9

États financiers consolidés résumés

État consolidé résumé de la situation financière.....	10
État consolidé résumé du résultat global.....	11
État consolidé résumé des variations des capitaux propres	12
Tableau consolidé résumé des flux de trésorerie	13
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés	14
Note 1. Méthodes comptables significatives	14
Note 2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes	15
Note 3. Passifs au titre des primes et des sinistres	19
Note 4. Passifs éventuels.....	20
Note 5. Capitaux propres	20
Note 6. Juste valeur des instruments financiers.....	20
Note 7. Risques liés aux instruments financiers	22
Note 8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	23
Note 9. Charges liées (recouvrements liés) aux sinistres	23
Note 10. Autres (produits) ou charges.....	24
Note 11. Charges administratives	24
Note 12. Transactions entre parties liées	24

Avertissement à l'égard des déclarations prospectives

Le présent document contient des projections et d'autres déclarations prospectives à l'égard d'événements futurs. De par leur nature, ces déclarations se fondent sur des hypothèses et sont assujetties à des incertitudes et à des risques inhérents. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives.



APERÇU

Exportation et développement Canada (EDC) est l'organisme de crédit à l'exportation du Canada. Son mandat est non seulement de soutenir et de développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada ainsi que la capacité du Canada d'y participer et de profiter des débouchés offerts sur le marché international, mais aussi de fournir du financement d'une manière qui reflète les priorités du Canada en matière de développement international. EDC offre des produits d'assurance, des services de financement, des produits de cautionnement, des solutions aux petites entreprises et des outils de gestion du risque de crédit en ligne. Ses clients sont des exportateurs et des investisseurs canadiens, ainsi que leurs clients internationaux. Elle accorde une attention particulière aux petites et moyennes entreprises en concevant des outils qui leur permettront de réussir sur les marchés internationaux. EDC est une société d'État entièrement détenue par le gouvernement du Canada qui rend compte de ses activités au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international. Elle est financièrement autonome, ne reçoit aucun crédit parlementaire et génère son chiffre d'affaires principalement en percevant des intérêts sur ses prêts, des commissions sur ses produits de cautionnement et des primes sur ses produits d'assurance.

Depuis mars 2020, le gouvernement du Canada a annoncé un certain nombre de mesures qui augmenteront la capacité d'EDC à aider les entreprises canadiennes éprouvant des difficultés financières extrêmes à cause de la réaction mondiale au coronavirus 2019 (COVID-19) : le Programme de crédit aux entreprises (PCE) – qui devrait accroître le volume du financement commercial –, des programmes d'assurances s'appuyant sur notre gamme existante de solutions financières, et l'élargissement de notre mandat pour nous permettre de soutenir les institutions financières canadiennes offrant du financement et du crédit aux entreprises actives au pays et ainsi aider encore plus de sociétés canadiennes à obtenir le crédit dont elles ont besoin pour survivre à cette crise sans précédent. Le ministre des Finances est temporairement habilité à fixer la limite de capital et la limite pour le passif éventuel d'EDC, de même que la limite du Compte du Canada.

Conjoncture économique

La pandémie de COVID-19 a continué de se propager mondialement au deuxième trimestre de 2020, maintenant l'économie mondiale dans un état morose. Toutefois, un regain d'activité s'est fait sentir à la fin du trimestre dans plusieurs grandes économies, dont la Chine, les États-Unis et la zone euro, grâce à l'assouplissement des mesures d'endiguement et à la réouverture des entreprises. Cette reprise fait suite à des déclinés jamais vus du PIB et de l'emploi pendant le confinement.

Dans la foulée de mesures décisives prises par les banques centrales de partout dans le monde – réduction rapide des taux d'intérêt et achats d'actifs records –, la situation sur les marchés des capitaux mondiaux et les cours des produits de base font passablement meilleure figure qu'en avril. Combinée aux importants transferts fiscaux directs destinés aux consommateurs et aux entreprises, cette conjoncture a ravivé la confiance, les dépenses revenant progressivement à la normale.

La conjoncture économique varie d'un pays et d'une région à l'autre. L'Inde, la Russie, l'Amérique latine et certains pays d'Afrique sont encore aux prises avec des taux d'infection élevés, tandis que certains pays d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord ont assoupli les restrictions. Bien que des États américains aient amorcé leur déconfinement, la hausse rapide des cas de COVID-19 a forcé certains d'entre eux à réimposer des mesures pour contenir le virus.

La Chine a été l'une des premières économies à rouvrir, et sa production industrielle a rebondi fortement, enregistrant une croissance du PIB réel d'une année à l'autre de 3,2 % au deuxième trimestre. Au Canada, on s'attend à une croissance extrêmement négative du PIB durant ce trimestre. Cela dit, le nombre de nouveaux cas de COVID-19 a chuté depuis les sommets d'avril, et la relance économique est amorcée dans toutes les provinces et dans de nombreux secteurs, soutenue notamment par les politiques budgétaires. La Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 0,25 % et a prédit que les taux d'intérêt resteraient bas pour les années à venir. Les données sur l'emploi, les ventes d'automobiles et le marché de l'habitation semblent indiquer que l'économie canadienne a touché le fond en avril, puis a renoué avec la croissance en mai et en juin. On s'attend à une reprise graduelle au cours de la deuxième moitié de 2020 si la COVID-19 demeure contenue, mais les perspectives restent très incertaines.

Poussés par la conjoncture, les clients d'EDC ont commencé à utiliser leurs facilités de crédit renouvelables pour maintenir leurs liquidités, à hauteur de 2,5 milliards de dollars entre la deuxième moitié de mars et le 30 juin, contribuant ainsi à la hausse globale de notre solde de prêts bruts. Nous avons offert un soutien additionnel en reportant les remboursements de prêts, les commissions de garantie de prêts et les primes d'assurance pour de nombreux clients. De plus, le total de son compte de correction de valeur pour pertes de crédit s'est accru de 226 % pour passer à 3,3 milliards de dollars dans la première moitié de l'année; les augmentations les plus importantes concernent les secteurs de l'aéronautique (696 millions), des technologies des communications (370 millions), des mines (298 millions) et du pétrole et du gaz naturel (268 millions), de même que les prêts à des emprunteurs souverains (204 millions). Afin de prendre en compte les difficultés économiques liées à la crise de la COVID-19, qui ne sont pas prises en compte dans les cotes de crédit actuelles, nous avons établi des modèles de gestion particuliers pour nos portefeuilles de prêts et d'assurance. Ces modèles, issus de calculs qui tiennent compte de tous les secteurs des portefeuilles pouvant souffrir de la situation, abaissent la cote de crédit en fonction de l'information limitée disponible au moment de l'établissement des états financiers. À mesure que la situation se précise, nous ajustons la cote de crédit et retirons les modèles particuliers, s'il y a lieu. Fin juin, nous avons examiné 49 % des débiteurs auxquels un modèle s'appliquait et ajusté la cote de crédit ainsi que le modèle en conséquence.

Gestion des risques

Du fait de nos activités, nous sommes exposés à un large éventail de risques, notamment d'ordre stratégique, financier et opérationnel. Nous gérons les risques à l'aide d'une structure de gouvernance constituée de trois lignes de maîtrise qui privilégie une supervision et un contrôle centralisés, équilibrés et stricts des risques, avec une obligation redditionnelle et des responsabilités d'appropriation du risque clairement établies au sein du personnel en contact direct avec les clients. Cette structure fait en sorte que l'appétit pour le risque est transmis en cascade à l'échelle de la Société; elle établit aussi des forums constituant pour la haute direction un cadre propice pour dûment examiner, discuter et débattre les risques et en tenir compte dans les décisions à tous les échelons et pour toutes les fonctions de la Société. Cette structure nous permettra de continuer à gérer nos activités en dépit des risques accrus liés à la conjoncture actuelle et de l'élargissement de notre appétit pour le risque en réponse à la pandémie. Pour un examen plus approfondi de notre gestion des risques, consulter les pages 65 à 74 de notre Rapport annuel 2019. Pour des précisions sur les risques liés aux instruments financiers, voir la note 7 afférente aux états financiers ci-joints.

Incidence des fluctuations du cours du change sur les résultats financiers

Nos résultats libellés en devises sont influencés par les fluctuations du cours du change. Au deuxième trimestre de 2020, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain, atteignant 0,74 USD à la fin du trimestre, contre 0,77 USD à la fin de l'exercice précédent. Cette dépréciation a donné lieu à une augmentation de la valeur de nos actifs et de nos passifs, qui sont principalement libellés en dollars américains et convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date de clôture. De plus, la valeur moyenne du dollar canadien au deuxième trimestre de 2020 a reculé par rapport au dollar américain, s'établissant à 0,72 USD, contre 0,75 USD au deuxième trimestre de 2019. Ce recul a eu un effet favorable sur nos résultats financiers, puisque les composantes du bénéfice net ainsi que les activités facilitées sont converties au taux de change moyen.

Activités facilitées

Les activités de financement et de placement facilitées ont reculé de 22 % par rapport à la période correspondante en 2019 en raison surtout d'une baisse de 31 % des prêts directs dans le secteur du pétrole et du gaz naturel et celui des mines.

Les activités facilitées au titre de notre groupe de produits de garantie pour le commerce international ont bondi de 71 %, ce qui est principalement attribuable aux secteurs des services financiers, du pétrole et du gaz naturel, des mines et du transport de surface.

Les activités facilitées au sein de notre groupe de produits d'assurance d'institution financière ont augmenté de 20 % par rapport à la période correspondante de 2019, principalement à cause d'une demande accrue de la part d'un titulaire de police existant.

Dans l'ensemble, notre soutien total au titre du PCE se chiffre à 3 milliards de dollars pour la première moitié de 2020, principalement sous forme de prêts directs, dont 61 % destinés au secteur de l'aéronautique. Il comprend aussi 491 millions en garanties fournies à des PME (64 % des transactions).

Activités facilitées

	Semestres clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>		
Activités facilitées		
Prêts directs	6 365	9 288
Financement de projet	2 901	3 158
Garanties de prêts	1 200	884
Placements	127	209
Total du financement et des placements	10 593	13 539
Assurance crédit	27 872	29 422
Assurance d'institution financière	5 749	4 773
Garanties pour le commerce international	4 769	2 790
Assurance risques politiques	1 278	1 687
Total des assurances	39 668	38 672
Total	50 261 \$	52 211 \$

Soutien au titre du PCE inclus dans les activités facilitées

	Semestre clos le 30 juin 2020	
	Nombre de transactions	Activités facilitées
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>		
PCE – Activités facilitées		
Prêts directs	22	2 099
Garanties de prêts*	244	279
Garanties – PCE	128	213
Placements	6	10
Total du financement et des placements	400	2 601
Assurance crédit	85	33
Garanties pour le commerce	96	332
Total des assurances	181	365
Total	581	2 966 \$

*Garanties de prêts faisant partie de notre suite de produits existants.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS FINANCIERS

Performance financière

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos le		Semestres clos le		Juin 2020 Plan d'entreprise
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019	
Produits du financement et des placements, montant net	305	299	607	613	647
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net ⁽¹⁾	63	65	128	129	134
Profits ou (pertes) réalisés ⁽²⁾	31	(10)	74	(11)	(2)
Produits des activités ordinaires, montant net	399	354	809	731	779
Charges administratives	132	136	258	267	255
Provisions pour pertes de crédit (reprise)	1 167	(14)	2 321	10	402
Charges liées (recouvrements liés) aux sinistres	252	(5)	272	52	100
Résultat avant les (profits) ou pertes latents	(1 152)	237	(2 042)	402	22
Pertes latentes sur instruments financiers ⁽²⁾	280	4	304	110	-
Bénéfice (perte) net	(1 432)	233	(2 346)	292	22
Autres éléments du résultat global	6	(51)	(114)	5	16
Résultat global	(1 426) \$	182 \$	(2 460) \$	297 \$	38 \$

⁽¹⁾ Y compris les commissions de garantie de prêt.

⁽²⁾ Comptabilisés dans les autres (produits) ou charges de l'état consolidé résumé du résultat global.

Faits saillants du trimestre

Nous avons enregistré une **perte nette** de 1,4 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2020, contre un **bénéfice net** de 233 millions en 2019. Cette baisse est principalement attribuable à la hausse des besoins en matière de provisions pour prêts, aux charges liées aux sinistres et aux pertes latentes sur nos instruments financiers.

Le **bénéfice net** se chiffrait à 399 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020, en hausse de 45 millions par rapport à la même période en 2019, principalement en raison des profits réalisés dans nos portefeuilles de titres négociables et de placements.

Les **provisions pour pertes de crédit** de 1,2 milliard de dollars au deuxième trimestre de 2020 sont principalement attribuables à la détérioration de la qualité du crédit dans notre portefeuille découlant de l'incertitude économique associée à la pandémie de COVID-19. La multiplication des prêts dépréciés et des modifications aux recouvrements estimés sur les prêts dépréciés existants a entraîné des charges totalisant 733 millions de dollars durant le trimestre. Les plus importantes sont des charges de 198 millions liée à un débiteur douteux du secteur minier, de 156 millions liée à un débiteur récemment jugé douteux dans le secteur de l'information et des technologies et de 98 millions liée à un débiteur récemment jugé douteux du secteur du pétrole et du gaz naturel. En outre, nous avons comptabilisé une dotation à la provision de 445 millions, dont 341 millions en lien avec le secteur de l'aéronautique, en raison de modifications aux hypothèses utilisées pour calculer le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts.

Les **charges liées aux sinistres** se chiffraient à 252 millions au deuxième trimestre de 2020, principalement en raison d'une augmentation de la provision pour sinistres sur assurances découlant de l'application du modèle de gestion particulier mis en place pour prendre en compte les répercussions de la COVID-19 sur nos responsabilités au titre des assurances, comme il est précisé à la page 3.

Nos **pertes latentes sur instruments financiers** de 280 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020 s'expliquent principalement par la volatilité des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net et les conséquences de l'environnement économique actuel sur notre portefeuille de placements.

Faits saillants depuis le début de l'exercice

La **perte nette** s'élève à 2,3 milliards de dollars pour les six premiers mois de 2020, surtout à cause de l'augmentation des besoins en matière de provisions pour prêts, des charges liées aux sinistres et des pertes latentes sur instruments financiers.

Le **bénéfice net** se chiffre à 809 millions de dollars, une hausse de 78 millions par rapport à la même période en 2019, et de 30 millions par rapport au plan d'entreprise, principalement en raison des profits réalisés dans nos portefeuilles de titres négociables et de placements.

Nous avons enregistré des **pertes latentes sur instruments financiers** de 304 millions de dollars durant les six premiers mois de 2020, principalement en raison de la volatilité de nos instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. En raison de la volatilité des profits ou des pertes à la juste valeur des instruments financiers et de la difficulté à les estimer, aucune prévision relative à ces éléments ne figure dans le Plan d'entreprise.

Les **charges liées aux sinistres** sont en hausse de 220 millions par rapport à la même période en 2019, et de 172 millions par rapport au Plan d'entreprise, surtout en raison de l'augmentation de la provision pour sinistres sur assurances en réponse à la crise de la COVID-19, comme mentionné plus haut.

Les **autres éléments de la perte globale** se sont établis à 114 millions de dollars en raison du rendement négatif des actifs des régimes de retraite ainsi que d'une diminution du taux d'actualisation des obligations au titre des prestations de retraite.

Les **provisions pour pertes de crédit** ont atteint 2,3 milliards, soit 10 millions de plus qu'à la même période l'année précédente, surtout en raison de la détérioration de la qualité du crédit dans notre portefeuille découlant de l'incertitude économique associée à la pandémie de COVID-19. Au premier trimestre de 2020, nous avons comptabilisé une dotation à la provision de 1,15 milliard, et les augmentations les plus importantes touchant le compte de correction de valeur et des provisions concernent les secteurs des technologies de l'information et des communications, du pétrole et du gaz naturel, de l'aéronautique et du transport de surface. Au deuxième trimestre de 2020, nous avons comptabilisé une dotation supplémentaire de 1,17 milliard, surtout en raison de l'augmentation des prêts dépréciés, des modifications aux recouvrements estimés sur les prêts dépréciés existants et des modifications aux hypothèses utilisées pour calculer le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, comme mentionné plus haut.

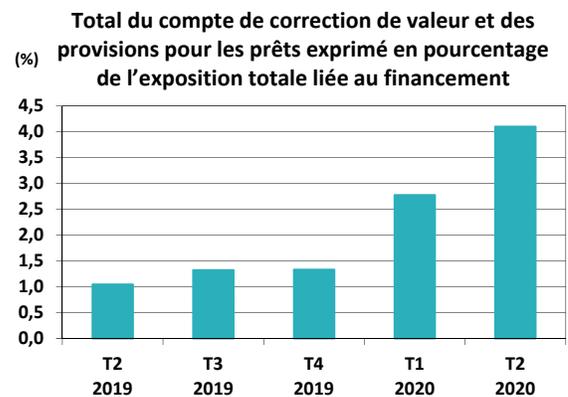
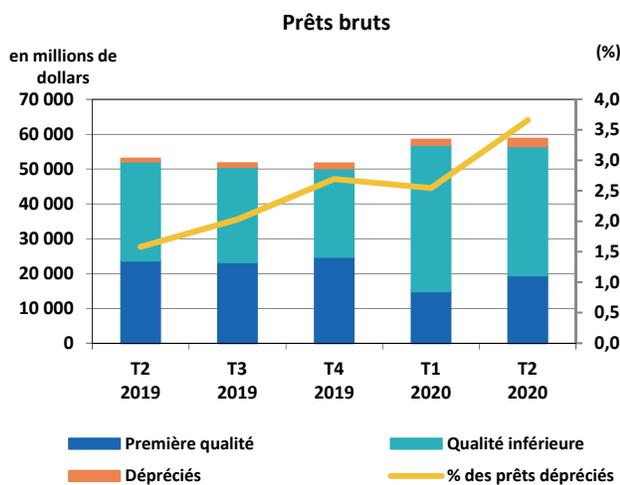
Voici l'activité liée aux provisions pour pertes de crédit par secteur au premier et au deuxième trimestre :

Provisions pour pertes de crédit par secteur

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	<u>Trimestre clos le 31 mars 2020</u>			<u>Trimestre clos le 30 juin 2020</u>		
	Prêts productifs	Prêts dépréciés	Total	Prêts productifs	Prêts dépréciés	Total
Aéronautique	239	3	242	369	85	454
Technologies de l'information et des communications	115	(1)	114	17	239	256
Exploitation minière	75	3	78	7	213	220
Pétrole et gaz naturel	250	-	250	(126)	144	18
État	5	-	5	199	-	199
Transport de surface	195	3	198	(14)	6	(8)
Autre	266	1	267	(18)	46	28
Total	1 145 \$	9 \$	1 154 \$	434 \$	733 \$	1 167 \$

Situation financière

(en millions de dollars canadiens)	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2020 Plan d'entreprise
Total des actifs	73 917	64 572	68 920
Total des passifs	64 954	54 816	57 525
Capitaux propres	8 963	9 756	11 395
Prêts bruts	58 722	51 601	56 977
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille de prêts	3 330	1 020	1 448
Total du compte de correction de valeur et des provisions – portefeuille d'assurances	480	270	220



Le total des actifs est en hausse de 9,3 milliards de dollars comparativement à décembre 2019 et de 5,0 milliards de dollars par rapport aux projections du Plan d'entreprise, surtout en raison de l'augmentation des prêts bruts attribuable aux prêts déboursés nets totalisant 5,7 milliards de dollars, au solde accru de titres négociables détenus en prévision des besoins de trésorerie à court terme et à l'écart de change. Le solde de prêts déboursés nets de 5,7 milliards de dollars découle en partie du recours accru aux facilités de crédit renouvelables.

L'augmentation de la provision pour le portefeuille de prêts comparativement à décembre 2019 et aux projections du Plan d'entreprise est surtout due à la période d'incertitude économique actuelle liée à la pandémie de COVID-19.

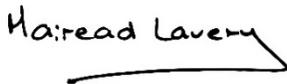
Exprimés en pourcentage des prêts bruts, les prêts dépréciés ont augmenté depuis le premier trimestre de 2020 en raison principalement de l'ajout de deux débiteurs du secteur des technologies de l'information et des communication (430 millions de dollars) et d'un débiteur du secteur du pétrole et du gaz naturel (161 millions de dollars).

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille également à la concordance entre toutes les autres informations appropriées contenues dans ce rapport financier trimestriel et celles contenues dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen par un auditeur externe.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 30 juin 2020, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes présentées dans ces états financiers.



Mairead Lavery
Présidente et chef de la direction



Ken Kember
Premier vice-président et chef de la direction financière

Ottawa, Canada
20 août 2020

Exportation et développement Canada

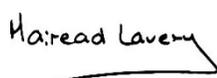
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	30 juin 2020	31 déc. 2019
Actifs			
Trésorerie		-	176
Titres négociables		14 599	10 754
Instruments dérivés		1 385	668
Prêts	2	58 700	51 565
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts	2	(3 060)	(930)
Placements		1 618	1 627
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	3	150	120
Autres actifs		258	221
Actifs au titre des prestations de retraite		-	88
Immobilisations corporelles		42	43
Immobilisations incorporelles		96	108
Actifs liés aux droits d'utilisation		129	132
Total des actifs		73 917 \$	64 572 \$
Passifs et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et autres crédits		480	117
Emprunts		60 604	52 404
Instruments dérivés		2 374	1 269
Passifs au titre de contrats de location		156	159
Obligations au titre des prestations de retraite		236	210
Provision pour pertes sur engagements de prêts	2	90	10
Passifs au titre des primes et des sinistres	3	760	500
Garanties de prêts	2	254	147
Total des passifs		64 954	54 816
<i>Engagements de financement (note 2) et passifs éventuels (note 4).</i>			
Capitaux propres			
Capital social	5	3 000	1 333
Résultats non distribués		5 963	8 423
Total des capitaux propres		8 963	9 756
Total des passifs et des capitaux propres		73 917 \$	64 572 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

La publication de ces états financiers a été approuvée par le Conseil d'administration le 20 août 2020.


Robert S. McLeese
Administrateur

Mairead Lavery
Administratrice

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Trimestres clos le		Semestres clos le	
		30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Produits du financement et des investissements					
Prêts		486	598	1 004	1 187
Titres négociables		46	65	103	134
Placements		7	1	8	2
Total des produits du financement et des placements		539	664	1 115	1 323
Charges d'intérêts		225	360	493	698
Charges de financement		9	5	15	12
Produits du financement et des placements, montant net		305	299	607	613
Commissions de garantie de prêt					
		11	14	24	27
Primes d'assurance et commissions de garantie		60	60	121	121
Cession en réassurance		(8)	(9)	(17)	(19)
Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net	8	52	51	104	102
Autres (produits) ou charges	10	249	14	230	121
Charges administratives	11	132	136	258	267
Résultat avant la dotation au compte de correction de valeur et aux provisions et avant les charges liées aux sinistres		(13)	214	247	354
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	2	1 167	(14)	2 321	10
Charges liées (recouvrements liés) aux sinistres	9	252	(5)	272	52
Bénéfice (perte) net		(1 432)	233	(2 346)	292
Autres éléments du résultat global					
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		6	(51)	(114)	5
Résultat global		(1 426) \$	182 \$	(2 460) \$	297 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES*(en millions de dollars canadiens)*

	Notes	Trimestres clos le		Semestres clos le	
		30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Capital social	5	3 000	1 333	3 000	1 333
Résultats non distribués					
Solde à l'ouverture de la période		7 389	8 116	8 423	9 012
Ajustement au titre de la transition à l'IFRS 16		-	-	-	(1)
Solde révisé à l'ouverture de la période		7 389	8 116	8 423	9 011
Bénéfice (perte) net		(1 432)	233	(2 346)	292
Autres éléments du résultat global					
Réévaluation des régimes de prestations de retraite		6	(51)	(114)	5
Dividende payé	5	-	-	-	(1 010)
Solde à la clôture de la période		5 963	8 298	5 963	8 298
Total des capitaux propres à la clôture de la période		8 963 \$	9 631 \$	8 963 \$	9 631 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE*(en millions de dollars canadiens)*

	Trimestres clos le		Semestres clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice (perte) net	(1 432)	233	(2 346)	292
Ajustements pour déterminer les entrées ou (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	1 167	(14)	2 321	10
Écart actuariel sur la provision nette pour sinistres sur assurances	203	(80)	202	(356)
Dotation aux amortissements	9	10	20	20
(Profits) ou pertes réalisées	(22)	9	(72)	8
Variation des actifs et des passifs d'exploitation				
Variation des intérêts courus et des commissions sur prêts	12	18	(44)	(32)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des titres négociables	7	(125)	(235)	(191)
Variation des intérêts courus et de la juste valeur des emprunts	113	239	569	505
Variation de la juste valeur des placements	151	(57)	189	(70)
Variation des instruments dérivés	257	(95)	71	(298)
Autres	(152)	151	102	29
Déboursements sur les prêts	(6 930)	(6 212)	(15 219)	(10 847)
Remboursements sur les prêts et recouvrements de principal résultant de la vente de prêts	5 243	5 293	9 517	10 286
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(1 374)	(630)	(4 925)	(644)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Déboursements pour les placements	(99)	(50)	(202)	(126)
Encaissements sur les placements	40	29	93	64
Achats de titres négociables	(2 341)	(2 423)	(4 226)	(4 506)
Ventes ou arrivées à échéance de titres négociables	2 094	2 240	4 697	4 804
Achats d'immobilisations corporelles	-	-	(2)	-
Achats d'immobilisations incorporelles	-	(6)	(1)	(13)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(306)	(210)	359	223
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Émission d'instruments d'emprunt à long terme	5 152	2 657	11 362	9 624
Remboursement d'emprunts à long terme	(1 403)	(2 365)	(7 205)	(5 798)
Émission d'instruments d'emprunt à court terme	4 925	9 434	19 970	13 024
Remboursement d'emprunts à court terme	(9 569)	(9 344)	(18 028)	(15 962)
Déboursements pour la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	(70)	(234)	(88)	(314)
Encaissements sur la vente ou l'arrivée à échéance d'instruments dérivés	18	1	69	1
Émission de capital-actions	1 667	-	1 667	-
Dividende payé	-	-	-	(1 010)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	720	149	7 747	(435)
Effet des fluctuations du cours du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(194)	(19)	29	(76)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 154)	(710)	3 210	(932)
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
À l'ouverture de la période	5 649	2 724	1 285	2 946
À la clôture de la période	4 495 \$	2 014 \$	4 495 \$	2 014 \$
Composition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :				
Trésorerie	-	200	-	200
Équivalents de trésorerie inclus dans les titres négociables	4 495	1 814	4 495	1 814
	4 495 \$	2 014 \$	4 495 \$	2 014 \$
Intérêts en trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Intérêts payés en trésorerie	222 \$	341 \$	525 \$	720 \$
Intérêts reçus en trésorerie	513 \$	651 \$	998 \$	1 206 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

1. Méthodes comptables significatives

Mode de présentation

Nos états financiers consolidés résumés sont conformes à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* prescrite par le Conseil du Trésor du Canada.

À moins d'indication contraire ci-après, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés utilisent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul qui ont été appliquées à nos états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 déc. 2019. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2019, notes annexes comprises, qui figurent aux pages 91 à 141 de notre Rapport annuel 2019.

Méthode de consolidation

Nos états financiers consolidés tiennent compte des actifs, des passifs, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de nos filiales entièrement détenues et de ceux des entités structurées consolidées conformément à *IFRS 10, États financiers consolidés*. Les transactions et les soldes intragroupes ont été éliminés.

Application de normes internationales d'information financière, nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications et interprétations adoptées au cours de l'exercice

Les normes qui suivent, publiées par l'IASB, ont été adoptées au cours de l'exercice.

IAS 1, Présentation des états financiers et IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs – En octobre 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 concernant la définition de l'« importance relative ». Les modifications clarifient la définition de « significatif », expliquent comment la définition doit être appliquée et améliorent les explications qui accompagnent la définition. Les modifications assurent aussi l'uniformité de la définition dans toutes les IFRS. Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2020, elles n'ont pas entraîné des changements aux états financiers consolidés.

Cadre conceptuel de l'information financière – En mars 2018, l'IASB a publié un Cadre conceptuel révisé. Définissant les concepts fondamentaux de l'information financière, il vise à assurer l'uniformité dans les décisions relatives aux normes et le traitement des transactions de nature comparable, et ce, dans le but que soient fournies aux utilisateurs d'états financiers des informations utiles. Adopté le 1^{er} janvier 2020, le Cadre conceptuel n'a pas entraîné de changements aux états financiers consolidés.

b) Nouvelles normes, modifications et interprétations publiées, mais non encore entrées en vigueur

En mai 2020, l'IASB a publié la norme *Allègements de loyer liés à la COVID-19 (projet de modification d'IFRS 16)*, qui comprend une mesure de simplification applicable lorsqu'il faut déterminer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification du contrat de location. Le projet de modification s'applique aux exercices débutant à compter du 1^{er} juin 2020, et il ne devrait pas avoir d'incidence majeure sur les états financiers consolidés.

Utilisation d'estimations et de jugements clés

La préparation des états financiers nécessite des estimations et des jugements clés. Le jugement est nécessaire pour choisir les méthodes comptables, et l'application de ces méthodes nécessite des estimations et des hypothèses qui permettront d'obtenir la valeur comptable à présenter au titre des actifs et des passifs. Les éléments pour lesquels la direction a fait appel à des estimations significatives et a exercé son jugement sont notamment les suivants : les provisions pour pertes sur prêts; les actifs détenus en vue de la vente; les passifs au titre des primes et des sinistres; les régimes de prestations de retraite; les instruments financiers évalués à la juste valeur. Se reporter à la page 94 du Rapport annuel 2019 pour plus de précisions.

2. Prêts et compte de correction de valeur et provisions pour pertes sur créances

Prêts

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Prêts bruts	58 722	51 601
Créances au titre des intérêts et des commissions	248	242
Produits différés tirés des prêts et autres crédits	(270)	(278)
Total des prêts	58 700 \$	51 565 \$

Le tableau suivant montre l'évolution du portefeuille des prêts bruts au cours de la période :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2020	2019
Solde au 1 ^{er} janvier	51 601	54 609
Déboursements	15 219	10 847
Remboursements de principal	(9 517)	(10 286)
Prêts sortis	(7)	(58)
Intérêts incorporés	11	5
Écart de change	1 415	(2 106)
Solde au 30 juin	58 722 \$	53 011 \$

Exposition et provisions par qualité de crédit

	Dépréciation non liée au crédit		Dépréciation liée au crédit	30 juin 2020		31 déc. 2019	
(en millions de dollars canadiens)	Phase 1	Phase 2	Phase 3	\$	% du total	\$	% du total
Prêts bruts							
Première qualité*	12 455	6 993	-	19 448	33 %	24 740	48 %
Qualité inférieure	11 311	25 815	-	37 126	63 %	25 415	49 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	2 148	2 148	4 %	1 390	3 %
Dépréciation liée à l'émission d'un prêt	-	-	-	-	-	56	-
Prêts bruts	23 766	32 808	2 148	58 722	100 %	51 601	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	219	1 573	1 268	3 060		930	
Valeur comptable nette – prêts	23 547 \$	31 235 \$	880 \$	55 662 \$		50 671 \$	
Engagements de prêts							
Première qualité*	3 964	1 183	-	5 147	34 %	10 758	60 %
Qualité inférieure	3 167	6 524	-	9 691	65 %	7 134	40 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	95	95	1 %	73	-
Total des engagements de prêt	7 131 \$	7 707 \$	95 \$	14 933 \$	100 %	17 965 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	3	71	16	90		10	
Garanties de prêts							
Première qualité*	176	422	-	598	15 %	584	16 %
Qualité inférieure	1 792	1 451	-	3 243	82 %	2 893	82 %
Dépréciation sur une base individuelle	-	-	108	108	3 %	75	2 %
Total des garanties de prêt	1 968 \$	1 873 \$	108 \$	3 949 \$	100 %	3 552 \$	100 %
Compte de correction de valeur pour pertes	34	74	72	180		80	

* Les prêts de première qualité sont ceux dont les emprunteurs ont obtenu une cote BBB- ou supérieure selon notre méthode d'évaluation interne du risque de crédit. Les expositions présentées ne tiennent pas compte de l'application des stratégies d'atténuation des risques.

Compte de correction de valeur pour

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 30 juin et pour le trimestre clos à cette date, se présentent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde à l'ouverture de la période	131	1 365	514	2 010	97	311	362	770
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	132	(132)	-	-	27	(27)	-	-
Transfert vers la phase 2	(36)	39	(3)	-	-	2	(2)	-
Transfert vers la phase 3	-	(87)	87	-	-	(2)	2	-
Réévaluations	(63)	421	703	1 061	(35)	30	4	(1)
Nouveaux montages	63	50	6	119	14	2	5	21
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(5)	(54)	(9)	(68)	(6)	(9)	(1)	(16)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	91	237	784	1 112	-	(4)	8	4
Réductions de valeur et sorties	-	-	(3)	(3)	-	-	(1)	(1)
Écart de change	(3)	(29)	(27)	(59)	(2)	(4)	(7)	(13)
Solde à la clôture de la période	219	1 573	1 268	3 060	95	303	362	760
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	7	63	-	70	9	5	16	30
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	8	(8)	-	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 2	(5)	5	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	(9)	13	47	51	(4)	2	-	(2)
Nouveaux montages	2	-	-	2	3	-	-	3
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	-	-	(31)	(31)	-	-	-	-
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	(4)	10	16	22	(1)	2	-	1
Écart de change	-	(2)	-	(2)	-	-	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période	3	71	16	90	8	7	15	30
Provision pour pertes sur garanties de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	20	76	54	150	10	19	51	80
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	10	(10)	-	-	19	(19)	-	-
Transfert vers la phase 2	(22)	22	-	-	-	-	-	-
Transfert vers la phase 3	-	(1)	1	-	-	-	-	-
Réévaluations	(12)	(6)	27	9	(24)	(2)	10	(16)
Nouveaux montages	47	-	-	47	8	-	-	8
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(9)	(4)	(10)	(23)	(1)	3	(13)	(11)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	14	1	18	33	2	(18)	(3)	(19)
Écart de change	-	(3)	-	(3)	-	-	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période	34	74	72	180	12	1	47	60
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	256 \$	1 718 \$	1 356 \$	3 330 \$	115 \$	311 \$	424 \$	850 \$

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Les opérations sur le compte de correction de valeur pour pertes sur prêts, ainsi que sur les provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts, au 30 juin et pour le semestre clos à cette date, se présentent comme suit :

	30 juin 2020				30 juin 2019			
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Total
Compte de correction de valeur pour pertes sur prêts								
Solde à l'ouverture de la période	156	294	480	930	110	353	357	820
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	134	(134)	-	-	34	(34)	-	-
Transfert vers la phase 2	(146)	149	(3)	-	(3)	5	(2)	-
Transfert vers la phase 3	-	(87)	87	-	-	(10)	10	-
Réévaluations	-	1 284	717	2 001	(50)	9	59	18
Nouveaux montages	79	111	13	203	20	2	5	27
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(8)	(38)	(18)	(64)	(12)	(15)	(1)	(28)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	59	1 285	796	2 140	(11)	(43)	71	17
Réductions de valeur et sorties	-	-	(6)	(6)	-	4	(51)	(47)
Écart de change	4	(6)	(2)	(4)	(4)	(11)	(15)	(30)
Solde à la clôture de la période	219	1 573	1 268	3 060	95	303	362	760
Provision pour pertes sur engagements de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	9	-	1	10	8	12	-	20
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	8	(8)	-	-	1	(1)	-	-
Transfert vers la phase 2	(13)	13	-	-	-	-	-	-
Réévaluations	(8)	67	48	107	(5)	(3)	16	8
Nouveaux montages	7	-	-	7	4	-	-	4
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	-	-	(33)	(33)	-	(1)	-	(1)
Total de la dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	(6)	72	15	81	-	(5)	16	11
Écart de change	-	(1)	-	(1)	-	-	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période	3	71	16	90	8	7	15	30
Provision pour pertes sur garanties de prêts								
Solde à l'ouverture de la période	19	7	54	80	11	24	45	80
Dotation (ou reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit								
Transfert vers la phase 1	13	(13)	-	-	22	(22)	-	-
Transfert vers la phase 2	(37)	37	-	-	(1)	1	-	-
Transfert vers la phase 3	-	(1)	1	-	-	-	-	-
Réévaluations	(11)	60	37	86	(32)	(3)	22	(13)
Nouveaux montages	56	4	-	60	13	-	-	13
Remboursements et arrivées à échéance, montant net	(6)	(18)	(22)	(46)	(1)	2	(19)	(18)
Total de la dotation (reprise) au compte de correction de valeur et aux provisions pour pertes de crédit	15	69	16	100	1	(22)	3	(18)
Écart de change	-	(2)	2	-	-	(1)	(1)	(2)
Solde à la clôture de la période	34	74	72	180	12	1	47	60
Total du compte de correction de valeur pour pertes sur prêts et des provisions pour pertes sur engagements de prêts et sur garanties de prêts	256 \$	1 718 \$	1 356 \$	3 330 \$	115 \$	311 \$	424 \$	850 \$

Engagements de financement

Le tableau suivant présente les engagements de financement en cours, ventilés par catégorie.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Engagements de prêts signés	14 933	17 965
Lettres d'offre	3 470	3 320
Lignes de crédit confirmées, mais non encore attribuées	142	158
Total des engagements de financement	18 545 \$	21 443 \$

3. Passifs au titre des primes et des sinistres

Les passifs au titre des primes et des sinistres découlant de nos groupes de produits d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, de garanties pour le commerce international et d'assurance risques politiques s'établissaient comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020			31 déc. 2019		
	Assurances	Réassurance	Passif net	Assurances	Réassurance	Passif net
Assurance crédit	360	(20)	340	230	(10)	220
Assurance d'institution financière	10	-	10	10	-	10
Garantie pour le commerce international	150	(20)	130	60	-	60
Assurance risques politiques	240	(110)	130	200	(110)	90
Total	760 \$	(150) \$	610 \$	500 \$	(120) \$	380 \$

Les passifs au titre des primes et des sinistres se décomposent comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020	31 déc. 2019
Primes d'assurance différées	160	140
Provision pour sinistres sur assurances	600	360
Total des passifs au titre des primes et des sinistres	760	500
Quote-part des réassureurs dans la provision pour sinistres sur assurances	(120)	(90)
Primes de réassurance payées d'avance	(30)	(30)
Quote-part des réassureurs dans les passifs au titre des primes et des sinistres	(150)	(120)
Passif net au titre des primes et des sinistres	610 \$	380 \$

4. Passifs éventuels

Comme il est indiqué à la page 92 du Rapport annuel 2019, la *Loi sur le développement des exportations* nous impose un plafond à l'égard de nos passifs éventuels. Ce plafond a été accru au premier trimestre de 2020 pour s'établir à 90,0 milliards comparativement à 45,0 milliards de dollars. Notre position par rapport à cette limite s'établit à 32,0 milliards de dollars au 30 juin 2020 (27,2 milliards au 31 décembre 2019).

5. Capitaux propres

Le capital social autorisé d'EDC a été accru, le 14 mai 2020, pour s'établir à 15,0 milliards de dollars, soit 150 millions d'actions, comparativement à 6,0 milliards de dollars, soit 60 millions d'actions. Les actions ont une valeur nominale de 100 \$ chacune. Au cours du trimestre, EDC a reçu 1,7 milliard de dollars en immobilisations contre 16,7 millions d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Au 30 juin 2020, le nombre d'actions émises et entièrement libérées est de 30,0 millions (13,3 millions en 2019).

Aucun dividende n'a été versé au gouvernement du Canada en 2020 (1 010 millions en 2019).

6. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur représente notre estimation du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Pour une description détaillée de nos contrôles, politiques et techniques d'évaluation concernant la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter à la note 20 de la page 125 du Rapport annuel 2019.

Comme pour toute estimation, l'impossibilité de prévoir l'avenir entraîne un élément d'incertitude. Lorsqu'il s'agit d'estimer la juste valeur de nos instruments financiers, l'incertitude est amplifiée par le nombre élevé d'hypothèses utilisées et la vaste gamme des techniques d'évaluation acceptables. L'estimation de la juste valeur se fonde sur les conditions du marché à un moment donné et peut donc ne pas refléter les conditions du marché à une date ultérieure. Par conséquent, la juste valeur estimée des instruments financiers décrits ci-dessous ne correspondrait pas nécessairement à leur valeur réelle si les instruments étaient échangés sur le marché.

Les modèles d'évaluation de la juste valeur de certains instruments de placement utilisent des données estimées d'une manière compatible avec les pratiques de l'industrie, qui ne peuvent être observées directement sur le marché. Les méthodes et valeurs dérivées de ces modèles au deuxième trimestre de 2020 demeurent relativement inchangées par rapport à celles présentées dans le Rapport annuel 2019, à l'exception de notre portefeuille de placements, pour lequel nous avons pris en considération l'impact de l'incertitude économique liée à la crise de la COVID-19 pour évaluer la juste valeur.

Hiérarchie des justes valeurs

Le tableau suivant donne la hiérarchie des justes valeurs des instruments financiers selon que les données retenues pour l'évaluation sont observables ou non.

- *Niveau 1* – La juste valeur est fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

- *Niveau 2* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir les données dérivées du prix).
- *Niveau 3* – La juste valeur est déterminée à l'aide de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

	30 juin					31 déc.				
	2020					2019				
(en millions de dollars canadiens)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale	Valeur comptable
Actifs										
Prêts productifs à taux fixe	-	12 672	1 571	14 243	14 096	-	14 117	72	14 189	14 038
Prêts productifs à taux variable	-	38 205	1 133	39 338	40 674	-	35 512	738	36 250	35 760
Total des prêts productifs	-	50 877	2 704	53 581	54 770	-	49 629	810	50 439	49 798
Prêts dépréciés	-	870	-	870	870	-	838	-	838	838
Prêts et créances au titre des intérêts et des commissions	-	51 747	2 704	54 451	55 640	-	50 467	810	51 277	50 636
Titres négociables	6 290	8 309	-	14 599	14 599	6 562	4 192	-	10 754	10 754
Instruments dérivés	-	1 385	-	1 385	1 385	-	668	-	668	668
Placements	2	-	1 616	1 618	1 618	5	-	1 622	1 627	1 627
Autres actifs	204	20	30	254	258	170	23	25	218	221
Passifs										
Dettes fournisseurs et autres crédits	460	19	-	479	480	98	22	-	120	117
Emprunts	-	60 748	-	60 748	60 604	-	52 422	-	52 422	52 404
Instruments dérivés	-	2 374	-	2 374	2 374	-	1 269	-	1 269	1 269
Garanties de prêts	-	224	-	224	254	-	113	-	113	147

Un changement dans la méthode d'évaluation peut entraîner des transferts vers ou depuis les niveaux 1, 2 et 3. Au cours des six premiers mois de 2020, aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux.

Le tableau suivant présente un rapprochement, entre le début de l'exercice et la fin du deuxième trimestre de 2020, des justes valeurs de niveau 3 des instruments financiers inscrits à la juste valeur.

	30 juin		
(en millions de dollars canadiens)	2020		
	Autres actifs	Placements	Total
Solde à l'ouverture de l'exercice	25	1 622	1 647
Croissance des autres actifs	3	-	3
Profits (pertes) latents comptabilisés en autres (produits) ou charges	-	(187)	(187)
Achat d'actifs et émission d'instruments d'emprunt	-	202	202
Remboursement de capital	-	(63)	(63)
Écart de change	2	42	44
Solde à la clôture de la période	30 \$	1 616 \$	1 646 \$
Total des profits ou (pertes) des six premiers mois de 2020, porté au résultat global au titre des instruments détenus à la clôture du trimestre	3 \$	(156) \$	(153) \$

7. Risques liés aux instruments financiers

Les principaux risques que nous courons du fait de détenir des instruments financiers sont les risques de crédit, de marché et d'illiquidité. Pour avoir une description détaillée de nos objectifs, politiques et procédés de gestion des risques liés aux instruments financiers, se reporter au rapport de gestion (pages 68 à 73) du Rapport annuel 2019, ainsi qu'aux notes portant sur nos instruments dérivés et nos instruments d'emprunt (pages 114 à 116).

Risque de crédit

Par risque de crédit, on entend les risques de pertes découlant du non-respect par une contrepartie de ses obligations financières. Nous nous exposons à des risques de crédit en raison des instruments financiers présents dans notre programme de prêts et nos activités de trésorerie.

Concentration du risque de crédit

Le tableau suivant donne une ventilation, par pays où se situe le risque, du montant maximal de notre exposition au risque de crédit inhérent aux instruments financiers. L'exposition comprend les prêts bruts, les garanties de prêts, les placements, les titres négociables, les actifs dérivés et la trésorerie. L'exposition à la concentration du risque de crédit présentée ci-après tient aussi compte de l'effet des accords de participation aux risques non capitalisés et de l'assurance défaut de remboursement de prêt, que nous utilisons pour atténuer le risque de crédit présent dans le portefeuille de prêts.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020		31 déc. 2019	
	Exposition		Exposition	
Pays	\$	%	\$	%
États-Unis	19 835	25	18 310	27
Canada	14 742	18	9 265	14
Royaume-Uni	6 345	8	5 315	8
Chili	4 339	5	3 440	4
Inde	3 938	5	3 921	6
Autres	31 074	39	28 127	41
Total	80 273 \$	100	68 378 \$	100

Le tableau suivant indique la concentration du risque de crédit inhérent à nos instruments financiers par secteur industriel.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	30 juin 2020		31 déc. 2019	
	Exposition		Exposition	
Secteur industriel	\$	%	\$	%
Comptes commerciaux :				
Aéronautique	11 425	14	9 824	14
Institutions financières	11 177	14	6 839	10
Transport de surface	8 666	11	6 766	10
Pétrole et gaz naturel	7 914	10	7 752	11
Infrastructure et environnement	7 692	10	7 175	10
Exploitation minière	6 949	9	6 181	9
Technologies de l'information et des communications	6 584	8	5 939	9
Autres	8 095	9	7 198	11
Total des comptes commerciaux	68 502	85	57 674	84
Prêts souverains	11 771	15	10 704	16
Total	80 273 \$	100	68 378 \$	100

8. Primes d'assurance et commissions de garantie, montant net

Le tableau suivant présente le montant net de nos primes d'assurance et de nos commissions de garantie comptabilisées en produits au titre de nos programmes d'assurance crédit, d'assurance d'institution financière, de garanties pour le commerce international et d'assurance risques politiques.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le					
	30 juin			30 juin		
	2020			2019		
	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes
Assurance crédit	27	(3)	24	29	(3)	26
Assurance d'institution financière	4	-	4	3	-	3
Garantie pour le commerce international	24	(2)	22	22	(3)	19
Assurance risques politiques	5	(3)	2	6	(3)	3
Total	60 \$	(8) \$	52 \$	60 \$	(9) \$	51 \$

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Semestres clos le					
	30 juin			30 juin		
	2020			2019		
	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes	Primes brutes	Réassurance	Primes nettes
Assurance crédit	56	(6)	50	57	(6)	51
Assurance d'institution financière	6	-	6	6	-	6
Garanties pour le commerce international	49	(5)	44	46	(6)	40
Assurance risques politiques	10	(6)	4	12	(7)	5
Total	121 \$	(17) \$	104 \$	121 \$	(19) \$	102 \$

9. Charges liées (recouvrements liés) aux sinistres

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos le		Semestres clos les	
	30 juin	30 juin	30 juin	30 juin
	2020	2019	2020	2019
Indemnités versées	66	71	86	408
Indemnités recouvrées	(13)	(2)	(15)	(9)
Écart actuariel sur la provision nette pour sinistres sur assurances (Augmentation) ou diminution des indemnités recouvrables sur assurances	203	(80)	202	(356)
	(5)	6	(3)	8
Frais de gestion de sinistres	1	-	2	1
Total des charges liées (recouvrements liés) aux sinistres	252 \$	(5) \$	272 \$	52 \$

10. Autres (produits) ou charges

	Trimestres clos le		Semestres clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>				
(Profit) ou perte nette réalisé et latent sur les prêts	99	255	553	506
(Profit) ou perte nette réalisé et latent sur les dérivés	24	(80)	(189)	(152)
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les titres négociables	4	(109)	(270)	(169)
(Profit) ou perte net réalisé et latent sur les placements	143	(50)	159	(67)
(Profit) ou perte de change	(12)	1	(4)	3
Autre	(9)	(3)	(19)	-
Total des autres (produits) ou charges	249 \$	14 \$	230 \$	121 \$

11. Charges administratives

	Trimestres clos le		Semestres clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
<i>(en millions de dollars canadiens)</i>				
Salaires et avantages sociaux	66	67	134	133
Prestations de retraite comptabilisées en charges	10	8	21	16
Autres avantages postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat de travail comptabilisés en charges	3	3	7	6
Services professionnels	16	12	22	21
Systèmes	12	13	22	23
Dotation aux amortissements	8	8	17	16
Occupation	7	5	13	12
Marketing et communications	4	9	9	17
Voyages, accueil et conférences	-	4	2	6
Autres	6	7	11	17
Total des charges administratives	132 \$	136 \$	258 \$	267 \$

12. Transactions entre parties liées

Le gouvernement du Canada est l'unique actionnaire d'Exportation et développement Canada. Dans le cadre de nos activités normales, nous concluons des transactions avec d'autres ministères, organismes gouvernementaux et sociétés d'État, ainsi qu'avec notre régime de retraite, selon des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



MANDAT D'EDC

Soutenir et développer, directement ou indirectement, le commerce extérieur du Canada et la capacité du pays à y participer et à profiter des débouchés offerts sur le marché international.

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document.

© Exportation et développement Canada, 2020.
Tous droits réservés.



Canada